

vers le Canada, il rendrait non seulement service à ces immigrants, mais aussi à la province d'Ontario.

Pour ce qui regarde nos relations avec les États-Unis, nous avons enfin reçu leur ultimatum : nous savons ce qu'ils sont prêts à faire, et il nous reste à travailler pour nous-mêmes, autant que nous le pourrions dans l'accomplissement de notre destinée.

D'après l'expérience du passé, je crois que nous continuerons à prospérer et que, si nous trouvons un marché dans la Grande-Bretagne pour nos produits agricoles—c'est un marché ami—notre commerce se développera et prospérera.

Prenons les choses comme elles se trouvent placées devant nous ; envisageons notre destinée inévitable comme nous devons le faire et choisissons entre une politique d'indépendance ou d'annexion, ou continuons la politique que nous avons suivie dans le passé, en l'améliorant occasionnellement. Je ne crois pas que le peuple canadien soit mûr pour l'indépendance, parce que ce changement politique créerait des obligations auxquelles il ne pourrait faire face. Nous ne sommes pas en position, je crois, d'assumer la grande responsabilité qui découlerait de la condition d'un peuple indépendant. De plus, je crois qu'il existe une sympathie à l'égard de la mère-patrie, qui écarte de l'esprit d'un chacun de nous l'idée de faire de l'indépendance notre programme ou notre but.

Pour ce qui regarde l'annexion, M. l'Orateur, je dirai seulement que je crois être l'interprète du peuple canadien en général en déclarant qu'il est opposé à l'annexion aux États-Unis, quelle qu'en soit la forme. D'un autre côté, je crois que les États-Unis nourrissent le désir de nous faire entrer dans leur union, parce que nous savons qu'ils ont toujours eu pour mot d'ordre :

“No pent ut Utica confines our powers.
The whole boundless continent is ours.”

Je dois dire qu'ils ont toujours agi dans une grande mesure, par le passé, d'après ce principe. En effet, M. l'Orateur, ils se sont querellés une fois avec le Mexique, et le résultat leur donna la Californie. Ils ont obtenu, il est vrai, la Louisiane en l'achetant ; mais, grâce à des expéditions de filibusters et de maraudeurs dans le Texas, ils sont finalement devenus aussi les maîtres de cet Etat.

Je dis donc qu'étant donnés nos succès dans le passé, nous n'avons pas intérêt à adopter la politique d'annexion. Et pourquoi le ferions-nous ? Je crois, M. l'Orateur, que nous avons dans notre pays tous les éléments de succès. Nous avons vu le Canada grandir, prospérer, nous avons vu les provinces éparses, avec des intérêts divers, réunies en une puissante confédération ; et, en présence de notre passé, pourquoi n'envisagerions-nous pas l'avenir avec confiance. Notre pays renferme une classe agricole nombreuse et prospère, une classe qui peut supporter avantageusement la comparaison avec les cultivateurs de n'importe quel autre pays de l'univers ; nous avons des intérêts manufacturiers qui, je dois le dire, traitent équitablement et honnêtement le public en général ; car, quoique ces honorables membres de la gauche affirment de temps à autre, que les manufacturiers canadiens font des fortunes princières, il n'y a pas de pays ou, en général, les prix soient plus raisonnables. S'il était vrai, M. l'Orateur, que les prix qu'obtiennent nos manufacturiers pour leurs marchandises fussent si élevés—pourquoi les honorables membres de la gauche—car plusieurs d'entre eux sont riches—ne placeraient-ils pas une partie de leur argent dans nos

M. BENNETT.

industries manufacturières dans le but d'améliorer la condition du pays ? Mais, M. l'Orateur, cette assertion est fautive. Si nous comparons les prix des articles fabriqués au Canada avec ceux des autres pays, nous voyons que la concurrence a fait baisser les prix, de sorte que les acheteurs ne sont pas placés dans une position bien désavantageuse.

Je n'ai pas l'intention d'exhumer des liasses de vieux journaux, ni d'ennuyer la chambre par la citation de long tableaux de chiffres, car je crois qu'en examinant les faits sans parti pris, nous pouvons voir ce qui se passe dans notre pays. Si nous jetons les yeux autour de nous, M. l'Orateur, je dis que nous devons arriver à la conclusion que nos populations sont satisfaites de la prospérité qui règne aujourd'hui, et cela a été clairement prouvé non seulement aux élections générales, mais surtout aux élections partielles qui ont eu lieu récemment. Comme canadien je suis fier de mon pays natal, et j'envisage son avenir avec la confiance qui animait les pères de la confédération. Comme canadien je suis fier de la métropole qui nous garantit la liberté et l'égalité, tout ce que peut demander un peuple heureux et prospère, ayant toujours en vue le progrès, la prospérité et le maintien de ces liens par lesquels nous sommes indissolublement unis à la métropole.

M. McMULLEN : Je n'avais pas l'intention, de discuter, au commencement de ce débat, les questions d'un intérêt si vital pour le pays, qui ont été traitées hier soir ; mais je ne crois pas devoir, en justice pour moi-même et pour le collège électoral que je représente, laisser passer cette occasion sans exprimer mon opinion sur les importantes questions présentement devant la chambre et le pays. J'ai été très surpris, M. l'Orateur, en entendant l'honorable préopinant (M. Bennett) se déclarer satisfait de la manière dont s'était terminée la conférence tenue à Washington, et des résultats obtenus. Lorsque le ministre des finances a porté la parole hier soir, et qu'il a annoncé la conclusion à laquelle on était arrivé touchant ces négociations, j'ai remarqué que les honorables membres de la droite ont approuvé presque unanimement la conduite du ministre des finances et les heureux résultats auxquels il avait conduit les négociations à Washington. Il est très évident, je crois, pour le peuple de ce pays, que le ministre des finances n'est pas allé à Washington avec la détermination de conclure un traité de réciprocité. Il y est allé pour essayer d'empêcher qu'on n'entretint davantage d'un traité de réciprocité le peuple canadien ou le peuple américain ; il y est allé pour rendre tout à fait impossibles l'établissement de relations commerciales plus étendues entre les États-Unis et le Canada. Il est revenu, et il se déclare maintenant satisfait, les négociations sont terminées, et tout est maintenant fini, à la satisfaction des honorables ministres, qui disent au peuple de ce pays : Soyez tranquilles, vous n'aurez pas encore la réciprocité ; acceptez les faits tels qu'ils sont. Voilà la conclusion à laquelle ils en sont arrivés. J'imagine, M. l'Orateur, que mon honorable ami le ministre des finances s'apercevra que le peuple canadien n'obéira pas à ses ordres ; il ne voudra pas accepter ses conclusions et laisser les affaires du pays aller à la dérive comme aujourd'hui, sans faire de plus grands efforts que ceux qui ont été faits à Washington pour obtenir des relations commerciales.

J'ai été fort amusé d'entendre quelques-uns des honorables membres de la droite émettre leurs